

La République du Centre, 7 novembre 2013

SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE ■ FagorBrandt dépose le bilan

550 emplois dans la balance

Le fabricant d'électroménager FagorBrandt a annoncé hier, à la suite du comité central d'entreprise extraordinaire (CCE), son dépôt de bilan et sa mise en redressement judiciaire pour une période de trois mois.

Arnaud Charrier
arnaudcharrier.lorpe@gmail.com

Le rendez-vous avec les cabinets des ministres du Redressement productif, Arnaud Montebourg et du Travail, Michel Sapin, lundi, n'aura finalement pas eu l'effet escompté. Hier, les 1.900 salariés de la filiale française du groupe d'électroménager espagnol Fagor, dont 550 basés à Saint-Jean-de-la-Ruelle, ont finalement découvert la nouvelle.

Depuis quelques mois déjà, le groupe français affichait une dette de 156 millions d'euros. De fait, les fournisseurs ne livraient plus les matières premières aux quatre usines (Aizenay/La Roche-sur-Yon, Lyon, Vendôme et Saint-Jean-de-la-Ruelle), obligeant les salariés à se mettre en chômage partiel.

Le syndicaliste CGT Philippe Breger déplore la fermeture d'« une entreprise



ACTIVITÉ. En 2012, Martine Aubry était venue visiter l'entreprise, la qualifiant de « fleuron de l'industrie française ».

performante et viable, qui a d'énormes capacités, un outil industriel intégré avec des marques prestigieuses, qui font partie du patrimoine industriel français ». Mais il veut rester optimiste. « Il n'y a rien de perdu ».

En chômage partiel depuis la mi-octobre

Sans doute a-t-il entendu dans les propos tenus hier matin, par le ministre du Redressement productif, une lueur d'espoir. Celui-ci informait : « Les deux gouvernements (français et espagnols, ndr) ont décidé de conjuguer leurs efforts pour trouver des solutions de fi-

nancement, de manière à préserver le maximum de sites et d'emplois ».

Malgré tout, Saint-Jean-de-la-Ruelle risque de perdre son « premier pourvoyeur d'emploi. Il est regrettable que le plan de restructuration n'ait pu aboutir mais on va se battre pour pérenniser l'activité », affirme Christophe Chaillou, le maire.

Des objectifs qu'il entendra défendre avec le président de Région et les élus des villes concernées ce matin, à 11 heures, lors d'une réunion, à Bercy, avec les cabinets d'Arnaud Montebourg et de Michel Sapin. Le combat n'est pas encore terminé... ■